

SYRIZA ET L'ORTHODOXIE BUDGÉTAIRE EUROPÉENNE



Flickr-cc: Joanna

Le 15 juillet 2015 restera dans les mémoires d'Alexis Tsipras, le leader du parti Syriza, comme un tournant dans l'ascension de son parti. Mais sous la pression des créanciers, de profondes divisions ont vu le jour et la belle histoire du parti Syriza a pris du plomb dans l'aile. Rétroactes.

Depuis sa création officielle en 2004, cette formation politique avait pourtant le vent en poupe. À l'origine, Syriza rassemble de nombreux partis politiques issus du spectre de la gauche « radicale » grecque. Ses débuts électoraux sont timides : elle remporte 3,2% des voix aux élections législatives de 2004, 5% en 2007 et 4,6% en 2009. C'est lors des élections législatives anticipées du 6 mai 2012 que le parti prend son envol en recueillant 16,78% des voix et 52 députés à la Vouli, le Parlement grec. Devant l'incapacité des conservateurs (« Nouvelle Démocratie ») à former un gouvernement, de nouvelles élections législatives ont lieu en juin 2012.

Entre ces deux scrutins, Syriza se transforme en parti politique unique. Raison de ce changement ? Jusqu'il y a peu, le parti qui remportait les élections se voyait octroyer un bonus de 50 sièges à la Vouli, mais cette spécificité n'était pas accessible aux formations politiques qui regroupent différents partis en leur sein...

Quoi qu'il en soit, le 17 juin 2012, Syriza continue son ascension et récolte 26,89% des voix. Mais c'est le scrutin du 25 janvier 2015 qui fera date dans l'histoire du parti. Ce jour-là, le parti décroche 36,34% des suffrages et envoie 149 députés à la Vouli, manquant de près la majorité absolue. Comment expliquer ce succès retentissant ?

Un pays exsangue

Depuis 2009, la Grèce est soumise à des politiques d'austérité sans précédent (diminution drastique du montant des pensions, augmentations de la TVA, réductions des salaires, privatisations de biens publics...). Mesure après mesure, le pays est saigné à blanc. « Aujourd'hui, entre deux et trois millions de Grecs n'ont plus aucune couverture sociale », rappelle Estelle Toscanucci². D'autres données font froid dans le dos : le taux de chômage se situe à 24,9%, la dette publique s'élève à 180% du PIB et depuis 2011, une hausse d'un tiers des suicides est observée³.

Ce désert économique et social permet d'expliquer en grande partie le succès électoral de Syriza. Dès 2009, le parti construit son discours en s'opposant aux politiques d'austérité. Au fil du temps, le champ politique grec va s'organiser autour du clivage « pour ou contre les mémorandums de la troïka ». Syriza parvient alors à se positionner comme la force politique principale du camp des opposants. Son programme politique est toutefois bien plus large.

Dans un premier temps, ce parti entend mettre fin à la crise humanitaire grecque, conséquence des nombreuses mesures d'austérité prises par les gouvernements depuis 2009⁴. C'est ainsi que Syriza veut, par exemple, rétablir le salaire mi- →

→ nimum à 751 euros⁵, mettre fin aux licenciements dans la fonction publique, annuler les dettes de certains foyers en grande difficulté, réinstaurer les conventions collectives de travail pour protéger l'ensemble des travailleurs, etc. Pour financer ces mesures, la formation d'Alexis Tsipras propose de lutter contre la corruption, très présente dans le pays ainsi que contre la fraude fiscale. Elle mise également sur une relance de la demande grâce aux mesures prises en faveur de la population et souhaite mettre sur pied une banque publique de développement pour financer la reconstruction du pays. Mais le parti ne milite pas pour une sortie de la Grèce de la zone euro ni de l'Union européenne.

Une alliance contre-nature et les désillusions du pouvoir

C'est sur base de ces revendications que Syriza remporte haut la main les élections du 25 janvier 2015, avec 36,34% des voix. Il s'associe alors avec un parti de droite populiste et nationaliste (Anel). L'alliance paraît contre-nature, mais les deux formations politiques ont un grand point commun : leur virulente opposition aux politiques d'austérité et aux mémorandums de la troïka.

Dès son accession au pouvoir, le nouveau gouvernement prend diverses mesures pour atténuer les conséquences tragiques des politiques d'austérité. Ainsi, en mars 2015, le Parlement grec adopte une loi anti-pauvreté : distribution d'une aide alimentaire, aides au logement, rétablissement de l'électricité aux familles privées de courant à cause de factures impayées...

LA GRÈCE LAISSÉE À SON TRISTE SORT

Si l'absence de solidarité européenne s'est fait durement ressentir sur les questions budgétaires et financières, la Grèce a aussi été livrée à elle-même pour gérer la crise migratoire.

Face à l'arrivée de nombreux réfugiés fuyant la guerre et les exactions dans leur pays d'origine, de nombreux pays européens ont décidé de fermer leurs frontières, rompant ainsi toute solidarité intra-européenne. Mais à l'inverse d'autres Etats-membres, le pays d'Alexis Tsipras ne peut pas se dérober à ses obligations. En effet, vu sa situation géographique, il se trouve en première ligne. Or la gestion de cette crise migratoire a un coût pour les finances publiques grecques, ce qui complexifie d'autant plus leur retour à l'équilibre.

Bien consciente de la situation, la chancelière allemande, Angela Merkel, n'a pas hésité, il y a quelques semaines, à proposer au leader de Syriza un marchandage odieux : la gestion de la crise migratoire contre l'assouplissement des mesures d'austérité imposées par les créanciers !

Or, la Grèce a souvent été épinglée par des juridictions internationales pour ses très mauvaises conditions d'accueil. Mais vu la fermeture des frontières des pays frontaliers, des milliers de réfugiés s'y retrouvent aujourd'hui coincés, attendant inlassablement de meilleurs lendemains.

L'ampleur de cette réforme ne doit toutefois pas être surestimée : ce sont avant tout des mesures d'urgence qui visent les Grecs les plus démunis, ceux dont les revenus ne dépassent pas 2.400 euros par an et par personne. Le gouvernement souhaite également mettre fin à l'impunité dont jouissent de nombreux oligarques grecs. Fin avril 2015, il réouvre l'ERT, la radio-télévision publique, qui avait été fermée *manu militari* en juin 2013 par Antonis Samaras, provoquant de nombreuses réactions en Europe⁶.

En accédant au gouvernement, Syriza est toutefois obligé de faire marche arrière sur plusieurs dossiers, dont celui de la privatisation de certains biens publics.

La formation a donc mis beaucoup d'eau dans son vin. Pourtant, comme l'affirmait un de ses ministres : « *Ce que nous défendons aujourd'hui (...), ce n'est pas du tout révolutionnaire. Si nous étions dix ou vingt ans en arrière, ce serait tout simplement le programme d'une social-démocratie très souple. C'est un modèle qui veut réconcilier le marché avec les droits sociaux et qui veut apporter des réponses à la crise humanitaire, ce n'est pas du tout radical ! Toute la difficulté aujourd'hui est d'appliquer ce programme de gauche dans une Europe néolibérale* »⁷. Mais comme l'explique une politologue de l'Université d'Athènes, « *l'Union européenne est prise dans un dogmatisme forcené. Il n'y a aucune logique dans ce qui est proposé, ni aucune discussion possible* »⁸. Dès lors, toute discussion avec les créanciers se réalisera sur des bases politiques, et non économiques. Syriza en fera l'amère expérience très rapidement.

Un référendum... et un troisième mémorandum

En réalité, depuis 2010, le deal est le suivant : la troïka vient en aide à la Grèce en lui octroyant des prêts (avec intérêts...) en échange de quoi le pays met en œuvre des politiques d'austérité. Résultat : le pays a connu des déflations à répétition (baisse générale de l'activité, des prix, des salaires et de l'investissement). S'enclenche alors un cercle vicieux : le poids de la dette augmente et son remboursement s'éloigne. D'autres politiques d'austérité sont alors menées, suivies par des crises humanitaires à répétition. Et ainsi de suite.

Pour essayer de sortir de cet engrenage infernal, Alexis Tsipras désirait donc renégocier le second mémorandum conclu avec la troïka par ses prédécesseurs. Il souhaitait notamment effacer une partie de la dette publique grecque et diminuer

les intérêts de celle-ci. Pendant des mois, le bras de fer va être total. Les créanciers se montreront inflexibles et la Banque centrale européenne agitera à plusieurs reprises la menace d'une fermeture du financement du système bancaire grec, ce qui, par mouvement de panique, provoquerait une sortie des capitaux du pays, l'enfonçant encore davantage dans la crise et la récession.

L'affrontement culminera en juin 2015. Alors que la dernière tranche (pas moins de 7,2 milliards d'euros...) du second plan d'aide devait être versée en septembre 2014 en échange de nouvelles mesures d'austérité, la troïka reporte l'échéance de ce plan en juin 2015. Malgré le désastre provoqué par ces mesures, elle ne fera aucune concession à un pays en plein désarroi économique, social et (simplement) humain. La menace d'une sortie de la Grèce de la zone euro, le « Grexit », sera même agitée par certains hauts représentants d'Etats membres et de l'Union européenne pour faire plier l'exécutif grec.

Face à cette intransigeance, Alexis Tsipras décide alors de mener un référendum sur les mesures qui sont imposées à son pays. 61,3% des votants répondront « oui » (non) à ce nouveau plan « d'aide ». Sa victoire est totale. Mais comme nous l'avons mentionné précédemment, le Premier ministre grec ne militait pas pour un départ de la zone euro (voire de l'Union européenne). Fort des résultats du référendum, il s'est donc représenté face aux créanciers en espérant pouvoir davantage leur tenir tête.

Ce ne fut pas le cas : un troisième mémorandum (portant sur 86 milliards d'euros sur trois ans) a été signé entre le gouvernement grec et ses créanciers. Ce nouveau plan charrie, lui aussi, son lot de mesures d'austérité (création d'un fonds de privatisation de biens publics, réforme des pensions, etc.). L'approche néolibérale, l'orthodoxie budgétaire à tout prix et la menace d'un Grexit auront donc eu raison d'Alexis Tsipras. Ce nouveau mémorandum a entraîné beaucoup de crispations et d'incompréhensions au sein de Syriza. D'ailleurs, une trentaine de députés du parti refuseront de voter de nouvelles mesures d'austérité et créeront un nouveau parti, l'« Unité populaire ».

Disposant d'une majorité parlementaire plus que bancale, Alexis Tsipras présente alors sa démission

le 20 août 2015. De nouvelles élections sont convoquées dans un délai très court. Un mois plus tard, le 20 septembre, celles-ci consacrent à nouveau Alexis Tsipras. Fait notable : dans un pays où le vote est censé être obligatoire, l'abstention atteint le niveau alarmant (et record) de 43,4%, alors qu'avant la crise, elle se situait autour de 25 % ! Le non-respect du résultat du référendum a laissé des traces. Quoi qu'il en soit, Syriza s'allie avec son ancien partenaire, Anel, pour gouverner le pays.

L'impasse

Confronté à une Union européenne et à des créanciers qui ne lui ont laissé aucune marge de manœuvre et qui ont agité la menace d'un Grexit, Alexis Tsipras a donc signé le troisième mémorandum, reconnaissant lui-même qu'il s'agissait d'un mauvais accord, mais qu'il n'(y) avait pas d'alternatives.

Pieds et poings liés, son gouvernement applique depuis lors les nombreuses mesures d'austérité qui le composent. Comme le note Romaric Godin : « *Le mémorandum ne laisse aucune initiative en matière budgétaire au gouvernement d'Athènes. Alexis Tsipras ne dispose donc pas de marges de manœuvre directes* »⁹. Au passage, Syriza a franchi allégrement certaines de ses lignes rouges (réforme des pensions¹⁵, privatisations massives de biens publics...) pour appliquer les doléances des créanciers.

Lors de son accession au pouvoir, le parti d'Alexis Tsipras était porteur de tous les espoirs pour mettre fin aux politiques d'austérité en →

